

Mesure et déterminants de la hausse des prix de l'alimentation

12 juillet 2022

Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine et par la reprise économique permise par le reflux de la pandémie de Covid-19, de nombreuses analyses permettent de mesurer et d'expliquer les déterminants de l'inflation qui touche les produits alimentaires.

Pour éclairer le débat public, l'Insee a récemment produit une série de [quatre courtes vidéos](#) sur l'inflation et sa mesure. Il rappelle notamment comment est établi l'indice des prix à la consommation. Entre mai 2021 et mai 2022, il a augmenté de 5,2 % tandis que les prix de l'alimentation augmentaient de 4,3 %.

Sur la même période, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a sorti [son indice des prix des produits alimentaires](#), mesurant mensuellement les variations de prix à l'exportation des principaux produits agricoles, selon leur importance dans les échanges internationaux. Cet indice a progressé de 22,8 % au niveau mondial (figure ci-dessous).

Indice FAO des prix des produits alimentaires : évolution annuelle moyenne à gauche ; évolution mensuelle, par type de produits, à droite



Source : FAO

En complément de cet indicateur, les *Perspectives de l'alimentation*, [publication semestrielle](#) de la FAO, renseigne sur les phénomènes impactant les marchés mondiaux. Celle de juin 2022 souligne le poids important de l'Ukraine et de la Russie dans la production d'engrais et de matières

premières agricoles (blé, orge, maïs, tournesol). Elle prévoit pour les deux pays, dans un contexte encore incertain, le recul de cette production et des capacités de stockage et d'exportations très impactées en 2022/2023.

La FAO rappelle toutefois que les prix des produits agricoles avaient déjà fortement augmenté en 2021, avant le début de la guerre en Ukraine. Elle rejoint en cela de nombreuses analyses, notamment celles de J.-J. Hervé, Ph. Chalmin et C. Dufy, dans l'émission [Cultures Monde](#) (France Culture) et de F. Galtier et O. de Schutter dans une [interview croisée](#) publiée par [la revue Projet](#). De mauvaises conditions climatiques, des incertitudes sur les stratégies de certains exportateurs et des perturbations des chaînes logistiques avaient tendu les marchés. En 2021, et de façon plus exacerbée depuis la guerre, la demande importante en matières premières et en énergie a été la principale raison de la flambée des prix. Celle des intrants utilisés en agriculture (carburants, électricité, gaz, engrais) a nettement renchéri les coûts de production : de ce fait, l'augmentation de la production ne pourrait pas entraîner une baisse des prix. Ceux-ci devraient donc se maintenir à des niveaux élevés, constituant un double fardeau pour les pays très dépendants des importations, et pour les populations qui consacrent une part importante de leur revenu à l'alimentation. Cependant, le riz, qui joue un rôle majeur dans la sécurité alimentaire de nombreux « pays en développement », a pour l'instant été épargné par ces hausses : contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise financière de 2008, les producteurs n'ont pas mis en place de restrictions à l'exportation.

Amandine Hourt, Centre d'études et de prospective